Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

Pourquoi les entreprises recrutent… et peinent encore à embaucher



« Avec 28 900 projets de recrutement en 2026 (-2% sur un an par rapport à l'an passé), le Vaucluse confirme une dynamique d'embauche soutenue mais profondément marquée par la saisonnalité (59% des intentions, +8 points), relate Aude Fredenucci, directrice de France travail Vaucluse. Si 35% des recrutements restent jugés difficiles (en recul de 8 points), le territoire bénéficie d'un tissu de TPE-PME (Très petites et moyennes entreprises) particulièrement actif (27% des établissements recruteurs). En parallèle, 62 540 demandeurs d'emploi sont inscrits en catégories A, B et C, un chiffre en baisse de 1,2% sur un an. » Entre demandes sectorielles et innovations de recrutement, France Travail redessine les équilibres du marché local.

À rebours d'une lecture strictement conjoncturelle, le Vaucluse affiche une forme de résilience. Certes, les intentions d'embauche reculent légèrement, mais elles demeurent à un niveau élevé, portées par un tissu économique diffus et agile. Le département compte 18 800 établissements pour 144 400 emplois salariés dans le secteur marchand, confirmant une structure dominée par les petites entreprises. « On a quand même 27% des établissements qui envisagent de recruter, ce qui est un peu au-dessus de la région. C'est inhabituel pour le Vaucluse, et plutôt encourageant », souligne Aude Fredenucci, directrice

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

de France Travail Vaucluse.



Une économie largement saisonnière

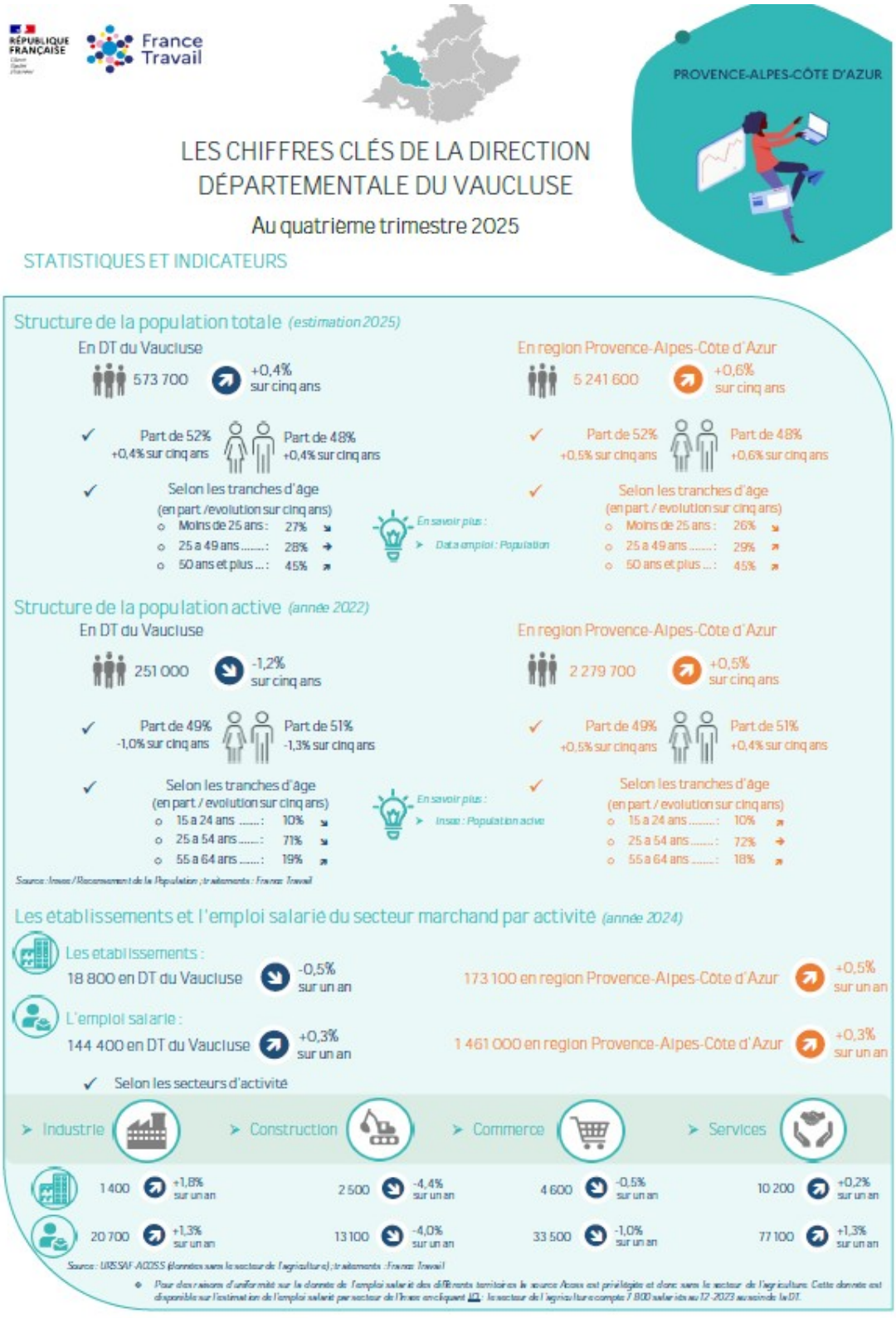
C'est la signature du territoire : près de 6 recrutements sur 10 sont saisonniers. Trois grands secteurs structurent cette économie : Agriculture et industrie agroalimentaire (33% des projets) ; Services aux particuliers (21%) et Hôtellerie-restauration-tourisme (15%). «On est à 59% de projets de recrutement saisonniers. C'est très symptomatique de l'emploi dans le Vaucluse et des secteurs qui recrutent », analyse la directrice. Mais cette saisonnalité évolue : «Les secteurs, notamment l'hôtellerie-restauration, ont fait évoluer leurs pratiques, ils sont plus ouverts aux compétences et travaillent davantage leur attractivité».

Des tensions qui se desserrent

Longtemps point noir du marché de l'emploi, les difficultés de recrutement reculent : 35% des projets sont jugés difficiles, soit 8 points de moins en un an. «On recule de 8 points, c'est plutôt très positif», insiste Aude Fredenucci. Résultat ? Les taux de pourvoi progressent nettement : 86,8% dans l'hôtellerie-restauration ; 82,3% dans le commerce et 79,5% dans l'agriculture et l'agroalimentaire. «Un employeur a aujourd'hui quatre chances sur cinq de pourvoir son recrutement via France Travail Vaucluse, souvent en moins d'un mois,» précise-t-elle.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026



Pour toujours en savoir plus, lisez **www.echodumardi.com**, le seul média économique 100% Vaucluse habilité à publier les annonces légales, les appels d'offres et les ventes aux enchères !

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

France Travail Vaucluse, pivot du nouvel écosystème de l'emploi

Au cœur de cette transformation, France Travail ne se limite plus à la mise en relation. «L'enquête BMO (Besoin en main d'œuvre) nous permet d'anticiper les projets de recrutement, mais aussi d'aller vers les entreprises, notamment les plus petites, qui renoncent parfois faute de solutions.» Immersions, simulations, recrutements sans CV (Curriculum vitae) : «On cherche à détecter des compétences autrement que par le diplôme. Ce sont des savoir-être, des capacités d'adaptation, capacité à travailler en équipe, suivi des consignes, que l'on observe directement en situation». Ces dispositifs se déploient massivement dans les secteurs en tension.

Former avant d'embaucher

«Les préparations opérationnelles à l'emploi -via le mentorat- permettent d'apprendre directement en entreprise, sans que cela pèse sur l'employeur», explique la directrice de France Travail Vaucluse qui coordonne désormais un réseau pour l'emploi : «L'objectif, c'est d'avoir une réponse unique pour l'entreprise, avec le bon interlocuteur, au bon moment». Le Vaucluse compte 62 540 demandeurs d'emploi (catégories A, B, C) au 1er trimestre 2026. Dans le détail, ce sont 35 720 personnes sans emploi et 26 830 en activité réduite. «On observe une baisse globale, mais avec des réalités différentes selon les publics,» nuance Aude Fredenucci. Les jeunes reculent fortement (-6%) au chapitre du chomage, signe d'une meilleure insertion : «Il y a une vraie dynamique sur l'emploi des jeunes, liée à l'accompagnement et à l'ouverture des entreprises ». A l'inverse, la part des demandeurs d'emploi de longue durée progresse : un enjeu central.



Du chômage à l'employabilité : un changement de paradigme

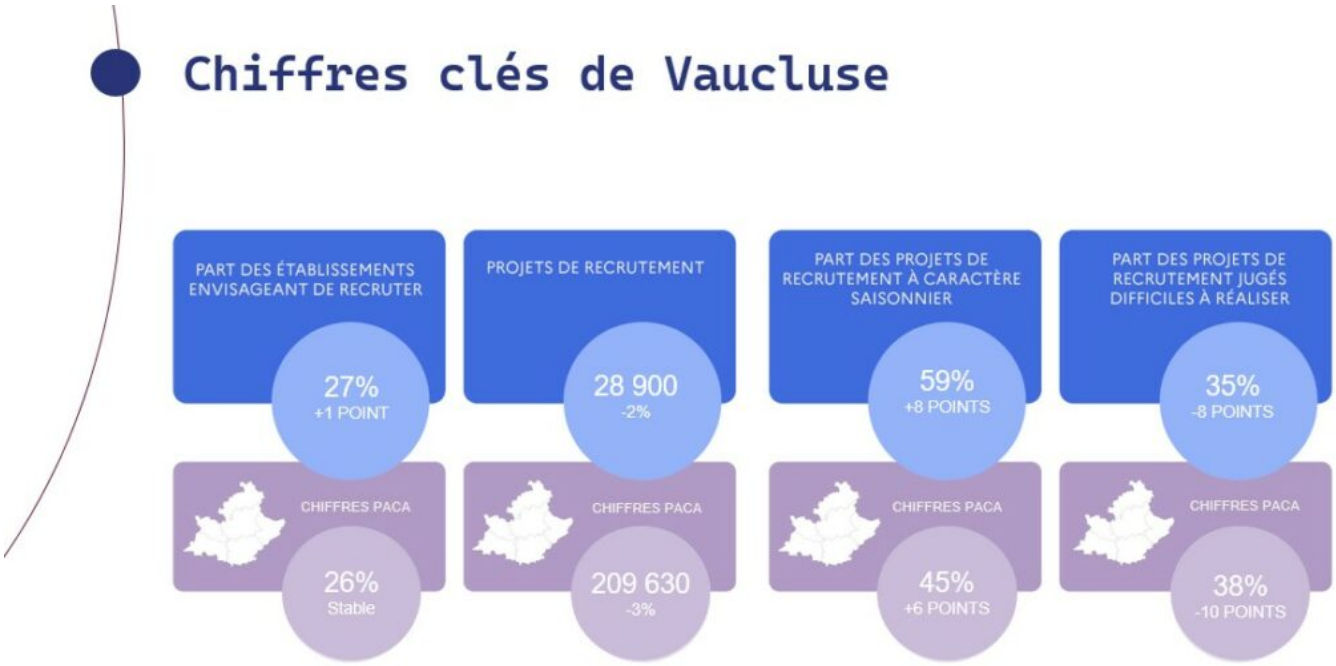
Le cœur de l'action publique se déplace vers la levée des freins périphériques. «On travaille autant sur le projet professionnel que sur la mobilité, la santé ou l'accès aux droits. L'emploi permet souvent de résoudre le reste.» L'intégration des bénéficiaires du RSA (Revenu de solidarité active, 9 800 personnes

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

en Vaucluse, au 31/12/2025) et des publics éloignés de l'emploi renforce cette approche : «On découvre des personnes qui sont tout à fait mobilisables, à condition de lever les obstacles.» Sur le terrain, cela se traduit par une présence accrue : «On va vers les publics, avec des dispositifs itinérants, pour aller chercher ceux qui ne viennent pas spontanément.»

Les chiffres clés du BMO 2026 en Vaucluse
28 900 projets de recrutement (-2 %) ; 27 % des établissements recruteurs (+1 point) ; 59 % de recrutements saisonniers (+8 points) ; 35 % de projets jugés difficiles (-8 points) ; 62 540 demandeurs d'emploi (cat. A, B, C) (-1,2 % sur un an) ; 48,5 % inscrits depuis plus d'un an ; 86,8 % des offres pourvues dans l'hôtellerie-restauration ; 79,5 % dans l'agriculture/agroalimentaire ; 82,3 % dans le commerce.



En bref
Le marché du travail vauclusien ne se résume plus à ses fragilités structurelles. Il révèle une mutation profonde.«L'enjeu, aujourd'hui, est de trouver de nouveaux profils et de rapprocher l'offre et la demande au plus près des territoires,» conclut Aude Fredenucci. Entre saisonnalité assumée et innovations sociales, le Vaucluse esquisse une nouvelle physionomie de ses forces de travail : plus inclusive, plus agile et résolument en mouvement.
Mireille Hurlin

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026



La Banque alimentaire accompagne 55 000 vauclusiens

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026



La précarité alimentaire touche 55 000 vauclusiens. Pour endiguer ce phénomène croissant ? La Banque alimentaire de Vaucluse -BA 84-. La structure ravitaille ainsi 70 associations partenaires chargées d'accompagner les plus vulnérables. Les deux objets de la BA : Lutter contre le gaspillage de nourriture et offrir une aide alimentaire aux plus démunis. Résultat ? 1 460 tonnes de denrées distribuées en 2024. Au final ? Un outil puissant : Le tissu associatif, socle d'une société fermement inclusive. Et pour se faire une idée précise du terrain, la parole de Pascale Hémard, la présidente de la Banque Alimentaire de Vaucluse.

Avignon. Une Banque alimentaire au milieu de nulle part, dans la ceinture verte où serpente une route étroite. Impossible de se croiser en voiture, périlleux en cas de rencontre avec un camion. Pas d'espaces de retournement non plus. Autant dire la galère pour se faire livrer par des camions de grande envergure, sans parler des frigorifiques. C'est d'ailleurs un des points que nous aborderons avec Pascale Hémard, la présidente de la Banque Alimentaire de Vaucluse.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

19,3% d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté

En Vaucluse, 19,3% des habitants vivent sous le seuil de pauvreté. Près de 20% des jeunes ne sont pas insérés, un taux qui atteint les 26,6% chez les ménages dont la personne de référence a moins de 30 ans. Toujours dans le département, près de 15 350 foyers sont allocataires du RSA –Revenu de solidarité active-, soit 30 825 personnes couvertes par ce dispositif. En Vaucluse comme en France, 60% des personnes accueillies par les banques alimentaires vivent en zones périurbaines ou à la campagne, ce sont 38% autour ou à Avignon.

En chiffres

La banque alimentaire a permis la distribution, par 810 personnes mobilisées et 93 partenaires, de presque 3 millions de repas en 2024 via 1 460 tonnes de denrées alimentaires. Son organisation se déploie grâce à 700 bénévoles lors de la collecte de fin d'année ; 58 sont des bénévoles permanents ; 25 sont des stagiaires ; 20 sont présents dans d'autres cadres.



Pascale Hémard et une partie de l'équipe de bénévoles de la BA 84 Copyright MMH

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

L'interview, Pascale Hémard, Présidente de la Banque Alimentaire de Vaucluse

« La Banque alimentaire de Vaucluse fonctionne grâce aux bénévoles. Soixante d'entre-eux constituent sa garde rapprochée. Des permanents sur le front toute l'année. Nous travaillons surtout le matin, à partir de 7h30 jusqu'à environ 15h30, pour la logistique : accueil des camions, stockage des denrées, préparation quotidienne de colis ou de stocks en fonction des demandes des associations partenaires. Les bénévoles œuvrent également sur les pôles administratifs, tels que l'approvisionnement, l'organisation des transports, la collecte de dons d'importantes entreprises d'agroalimentaire. Egalement, la Fédération Française des Banques Alimentaires nous permet de récupérer des dons en provenance d'entreprises que nos bénévoles ont pour tâche de distribuer, depuis Avignon et sur l'intégralité des départements de la Région Sud Paca. Nous disposons également d'un pôle hygiène et sécurité alimentaire qui vérifie la qualité des denrées. Nous ne distribuons jamais de produits dont la date limite de consommation est dépassée. »

Une augmentation du nombre de personnes bénéficiaires depuis 2022

« On est un territoire où il y a quand même pas mal d'étudiants, aussi bien dans le cadre de l'université que de très nombreux lycées ou entreprises privées qui font des BTS ou des BUT -Bachelor universitaire de technologie-. Donc, ces jeunes sont dans une précarité alimentaire de plus en plus reconnue. Pas seulement parce qu'ils n'ont plus les petits jobs dont on a beaucoup entendu parler au moment du Covid, mais parce que, de toute façon, le statut d'étudiant est très compliqué. À l'heure actuelle, avec le système d'admission post-bac, ces jeunes 'sont distribués' sur l'intégralité du territoire et aiment mieux obtenir une place dans une formation plus lointaine, plutôt que rien du tout. »

La délocalisation des habitants

« Donc, on a beaucoup délocalisé les étudiants. Faire ses études en étant chez papa-maman, c'est réservé aux métropoles. En province, ce n'est plus le cas. Donc, cette population-là doit bien se loger et se nourrir. Elle représente 15 à 20% de nos bénéficiaires. Nous allons donc créer une épicerie sociale itinérante, pour ces jeunes étudiants, en janvier, tout d'abord en divers points d'Avignon puis sur Carpentras et Orange. Ce sera un camion réfrigéré pour distribuer des produits surgelés et ainsi offrir une gamme de nourriture plus vaste, qu'ils consommeront tout de suite parce que dans leurs logements, à part une vague bouilloire et possiblement un four à micro onde, souvent ils ne possèdent rien de plus, pas même de réfrigérateurs. »

30% de la population vit sous le seuil de pauvreté en Vaucluse et dans les grands bassins de vie

« La plus grande partie de ceux que nous aidons sont des allocataires du RSA, les demandeurs d'asile, de passage, qui cherchent à s'installer quelque part… Le soleil peut les attirer. Si vous parlez du Vaucluse, d'Avignon et de Carpentras, les familles en grande difficulté savent qu'il y a des gens qui leur ressemblent. Ils y accèdent, en tout cas, à un accompagnement social plus important, ce qui veut dire à des jardins partagés, à un accompagnement associatif social et culturel. Je constate, que ce sentiment se développe, sans doute, dans des populations très précises venant des mêmes régions, par exemple des Africains de l'Est qui passent beaucoup dans la région du Vaucluse. Ils sont rassurés de partager la même alimentation, la même approche, les mêmes règles sociales. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026



Pascale Hémard, présidente de la Banque Alimentaire de Vaucluse Copyright MMH

Les travailleurs pauvres

« Le nombre de travailleurs pauvres dotés de petits contrats de 25 à 30h ne s'en sortent pas. Leur nombre est juste extrait des statistiques de France travail. Ils vont accepter plusieurs jobs sans pouvoir s'en sortir financièrement. Ils n'ont pas de vie, et surtout pas de vie sociale. Si je rapporte cela au taux d'épargne, je me dis que ce ne sont pas les gens riches qui épargnent. Ce sont les autres qui le font pour pouvoir atteindre un métier qui leur plait, via l'achat du permis de conduire, d'une voiture, pour créer un commerce… Certains veulent devenir chefs d'entreprise. Je les mets en garde. On peut même parler de cette épicerie sociale qui est à Villeneuve-lès-Avignon, quartier cossu, et qui fonctionne une fois par semaine. Ça casse les codes ! Une partie des personnes qui la fréquente sont d'anciens commerçants qui avaient bien réussi, et possèdent une belle demeure. L'un des deux partenaires a disparu, l'autre ne veut pas se défaire de la maison, c'est son histoire… Ils ne s'en sortent plus et vont à l'épicerie sociale. C'est là qu'on a cette possibilité d'alerte sur cette' fameuse économie vacillante du Vaucluse. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

Bientôt, un possible déménagement ?
« Nous sommes ici depuis 17 ans et les routes d'accès sont délicates pour les poids lourds qui nous disent 'vous ne vous rendez pas compte de ce que vous faites subir à nos camions pour venir. On se met en danger, on abime tout et aussi nos carrosseries. » Cela nous a fait perdre des transporteurs pas chers ou gratuits, mais beaucoup disent, « attendez, là c'est fini ! » Alors on se bat pour aller ailleurs. Il nous faut trouver des entrepôts suffisamment hauts pour pouvoir stocker les palettes et un terrain. La Préfecture nous aide en cela. Reste à voir comment se les faire offrir, réhabiliter les locaux et déménager. On fait également tout pour recruter et fidéliser ceux qui sont là. En général ce sont de jeunes retraités qui n'ont pas envie de cesser de travailler et qui veulent surtout aider. »

Au plan général
Selon une enquête du Credoc, 37% des Français seraient en insécurité alimentaire en 2023, soit 20 millions de personnes et 45% de la population dit ne pas manger assez bien en 2022. Au niveau national, les ménages les plus modestes achèteraient deux fois moins de fruits et légumes que le reste de la population, et ce, de manière constante depuis 40 ans.

Un déficit de connaissance alimentaire
Un phénomène lié, en partie, à un déficit de connaissance alimentaire car un jeune, aujourd'hui, n'est pas capable de différencier un concombre d'une courgette. Les témoignages des bénévoles des banques alimentaires révèlent que les bénéficiaires, par exemple, ne connaissent pas ni ne savent cuisiner un chou-fleur.»
Source : Institut Montaigne, rapport du 16 octobre 2024.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026



Copyright MMH

Les missions de la Banque alimentaire

Les missions de la Banque alimentaire sont de collecter, distribuer et transformer les aliments destinés à la déchetterie. Elle agit pour une société plus juste et plus responsable. Elle œuvre pour garantir une alimentation saine, durable et accessible à tous. Elle accompagne aussi les jeunes, favorise l'engagement et l'insertion sociale. Elle collabore à une économie circulaire solidaire via les ateliers de cuisine, les jardins partagés, les ateliers de transformation et des dispositifs itinérants.

L'organisation de la Banque Alimentaire de Vaucluse

Pascale Hémard, présidente ; trois vices-présidents : Eric Buron, Jean-Luc Voitellier et Alain Ferria. Mireille Nami, secrétaire-générale ; Patrick Munsch directeur et Frédéric Chaptal trésorier.

La feuille de route de la présidente

Solliciter de nouveaux financeurs associés ou non à l'Etat, la Région Sud-Paca, le Département, le Grand

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Avignon, la CCI de Vaucluse, la Ville d'Avignon ainsi que des mécènes ; Développer la collecte de denrées et d'offres auprès d'associations partenaires ; Séduire plus de bénévoles et les fidéliser ; Se rapprocher des autres réseaux caritatifs : Restos du cœur, Secours populaire, Secours catholique, La Croix rouge ; Développer de nouveaux services, notamment en zone blanche et au profits des étudiants en BTS, très touchés par la précarité alimentaire. Assurer la pérennité de la Banque Alimentaire de Vaucluse via un modèle économique solide et soutenable ; Anticiper les évolutions futures du fonctionnement des structures d'aide alimentaire, des besoins des partenaires et des bénéficiaires.



Copyright MMH

Le site de Montfavet

L'entrepôt se déploie sur 1 090m2 et détient 1 chambre froide positive de 136m2, deux chambres froides négatives de 120m2, un camion poids lourd et 3 camions inférieurs à 3,5 tonnes. Dans les cartons ? Une relocalisation de la Banque Alimentaire dans l'Est du Grand Avignon.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

Ses associations partenaires
26 épiceries sociales, 18 associations distribuant des colis alimentaires, 15 centres d'hébergement, 8 associations de maraude, 2 centres communaux d'action sociale et une boutique alimentaire solidaire.

Les partenaires institutionnels et mécènes
Les partenaires institutionnels : DDETS 84 –Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités-, Conseil régional Sud-Paca, Le Conseil départemental 84, Le Grand Avignon et la Ville d'Avignon. Les mécènes : La Sncf, Le Crédit Agricole, Groupama, Grdf et la CNR –Compagnie nationale du Rhône-.

Les GMS partenaires
Les grandes et moyennes surfaces partenaires : Plateforme Biocoop de Noves, Grand Frais, Vitafrais, Carrefour, Auchan, E. Leclerc, Intermarché, Système U, Métro et les Galeries Lafayette.



Copyright MMH

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

Banque alimentaire de Vaucluse. 630, Chemin Saint-Pierre Fraysse, La ceinture verte, Avignon. 04 90 87 81 80

Dominique Santoni : “C’est très facile d’être généreux avec l’argent des autres“



Entre une situation politique chaotique, tant au national qu’à l’international, et une conjoncture économique incertaine, le Conseil départemental de Vaucluse se félicite de sa gestion maîtrisée des finances. Et malgré les nouveaux efforts demandés, Dominique Santoni, sa présidente, n’entend pas ralentir le rythme de l’action départementale.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

■ Si politiquement l'année 2024 a été marquée par une grande incertitude au niveau national, il y a quand même eu des motifs de réjouissance en Vaucluse, notamment les célébrations autour du passage de la flamme olympique dans le département ?
« Cela a été une vraie réussite quirappelle l'importance de conserver des grands événements populaires. Cela crée de la ferveur, du rassemblement, de l'appartenance et cela met le département en valeur. Quoi de mieux pour garder de l'attractivité et de la visibilité que de 'vendre' aussi un peu de rêve comme on peut le faire également avec le Tour de France qui fait son retour au sommet du Ventoux cette année. On ne peut pas se contenter de parler seulement de ce qui va mal. Il faut être en permanence dans la dynamique de l'attractivité car derrière c'est de l'économie et de l'emploi. Il faut donner envie de Vaucluse.»

Vaucluse Provence attractivité : continuer de donner envie de Vaucluse

■ Difficile pourtant de faire l'impasse sur ce qui va mal actuellement. Je pense notamment à la période d'instabilité que nous vivons depuis la dissolution. Le monde politique est comme suspendu depuis, tout comme le secteur économique d'ailleurs ?
« C'est vrai que, ces derniers mois, nous avons été dans une situation très particulière puisqu'il a fallu que nous fassions un budget départemental sans avoir de budget national. La seule certitude que nous avions à ce moment-là, c'est que nous savions qu'il y aurait de gros efforts à faire. Le gouvernement Barnier est tombé et désormais c'est celui de François Bayrou. Au final, nous savons déjà qu'avec toutes les mesures qui nous sont imposées, le Département a dû faire au moins 13 M€ d'économie sur son budget 2025, dont le vote a été exceptionnellement reporté début janvier. »

« Nous avons effectivement la chance d'avoir une situation financière assez saine. »

Dominique Santoni

■ À ces 13 M€, pourraient s'ajouter d'autres économies que déciderait par la suite le gouvernement ?
« Je ne vois pas comment le gouvernement pourrait faire l'impasse de faire des économies sur les collectivités, même si on peut espérer qu'elles soient moindres que ce qui est annoncé régulièrement. Donc, s'il le faut, nous ferons un budget supplémentaire afin d'inclure les millions que l'on pourrait encore nous demander. Si c'est une situation très inconfortable pour les Vauclusiens, je ne suis cependant pas choquée que l'on sollicite une contribution collective. Je comprends très bien que l'on nous demande de participer à l'effort national. Si tout le monde participe un peu, nous devrions y arriver

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

ensemble. Encore faut-il être juste et raisonnable. »

■ Depuis 2016 la dette de l'État s'est envolée de 68% alors que dans le même temps celle du Département a diminué d'un quart. En 2023, la chambre régionale de la Cour des comptes a estimé que le Vaucluse avait fait preuve ces dernières années d'une « gestion prudente et maîtrisée ». Dans ces conditions, comment faire de nouvelles économies quand elles ont été déjà réalisées ?
« Nous avons effectivement la chance d'avoir une situation financière assez saine. Cependant, il y a peut-être encore des économies à aller chercher en faisant preuve de bon sens. Je pense aux marchés que nous pouvons passer, aux prestataires que l'on pourrait réduire, aux possibilités de mutualisations. On peut également aller chercher des économies sur le fonctionnement. Nous ne sommes pas obligés de remplacer automatiquement tous les départs en retraite par exemple. »

Chômage : le Vaucluse cancre de l'emploi en Région Sud

■ Il y a aussi le RSA (Revenu de solidarité active) sur lequel le Département a déjà réalisé de fortes économies ?
« La très grande majorité des personnes qui touchent le RSA sont des gens qui ont besoin d'être aidés. C'est pour cela que nous avons mis en place des dispositifs d'accompagnement et d'incitation à la reprise d'un emploi. Le RSA c'est avant tout une allocation ponctuelle qui doit permettre aux gens de retrouver du travail. Grâce à notre action, nous sommes ainsi passés d'un taux de retour à l'emploi des allocataires de 3% à 32%. Nous étions les derniers de la Région Sud dans ce domaine et nous sommes désormais les premiers. C'est bien, mais on a encore une certaine marge de manoeuvre pour améliorer ces résultats. »

■ Mais, dans l'ensemble, les plus importantes économies ont déjà été réalisées en Vaucluse ?
« C'est clair qu'il y a des départements qui n'étaient pas aussi bien gérés. Pour eux, c'est certainement plus facile de tout réduire alors que nous allons avoir un peu plus de mal à le faire aujourd'hui car les principales économies nous les avons déjà réalisées. Nous allons tenter, toutefois, de le faire en allant chercher peutêtre encore davantage de subventionnement. Même si la période est plus compliquée, notre pôle aménagement est, par exemple, allé chercher des dossiers de subvention que nous n'avions pas l'année dernière. On estime que nous aurons 2,5 M€ de recettes supplémentaires qu'on pourra récupérer sur des grands projets. On va donc poursuivre dans ce sens en s'appuyant notamment sur les très bonnes relations que nous avons avec la Région Sud. Il faut que nous continuions à travailler avec tout le monde et à favoriser les projets que nous pouvons bâtir en commun. »

« Nous maintiendrons nos niveaux d'investissement. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

Dominique Santoni

■ Justement, avec toutes ces perspectives d'économies, quelles peuvent être les conséquences pour la capacité d'investissement du Département qui constitue le premier donneur d'ordre public en Vaucluse ?
« Nous avons des compétences obligatoires, mais je ne peux pas me résoudre à gouverner en faisant uniquement du département un guichet social. Je trouve que la culture est quelque chose d'important, que le sport est quelque chose d'important, que la santé aussi, je trouve qu'on a des responsabilités vis-à-vis des Vauclusiens, que nous en avons aussi vis-à-vis des entreprises. Il y a des choses sur lesquelles il faut continuer à agir. On ne reviendra pas sur l'investissement. C'est pour cela que nous maintenons notre Plan pluriannuel d'investissement (PPI) à hauteur de 120 M€ par an. Au moment où l'économie est en souffrance, il n'est pas temps de lâcher nos élus, nos communes, nos EPCI, nos entreprises ou surtout nos agriculteurs qui subissent actuellement une très forte pression. Si, à un moment, il n'y a plus de commandes publiques, il y a un effondrement de tout le système qui va derrière. Nous maintiendrons nos niveaux d'investissement même s'il faut décaler quelques projets d'un an ou deux. »

■ Cela concerne les chantiers actuels ?
« Non. Cette éventualité ne concerne pas nos principales opérations comme l'échangeur de Bonpas, la nouvelle MDPH (Maison départementale pour les personnes handicapées), la déviation d'Orange ou bien encore Memento, le futur Pôle des patrimoines de Vaucluse dans la zone d'Agroparc. »

■ Lors de la dernière assemblée générale de l'Association des maires de Vaucluse (AMV) vous avez appelé à davantage de décentralisation ?
« Oui, car je trouve que ce que l'on demande aux collectivités locales de faire, nous le faisons bien. Et quand j'appelle à la décentralisation, c'est pour dire 'transférez-nous plus de choses, laissez-nous plus de liberté, plus d'autonomie'. Pour en revenir au RSA, moi, je trouve que c'est plutôt bien qu'on nous l'ait transféré. Parce que nous, les territoires, nous sommes en proximité. Nous savons de quoi nous parlons, alors que pour l'État c'est plus compliqué. Mais, en revanche, il faut qu'on nous transfère les crédits qui vont avec. Il ne faut pas nous demander de faire un job pour lequel on ne nous rémunère pas comme c'est le cas aujourd'hui. Et si on nous impose de nouvelles compétences sans les moyens ; nous dirons non. Prenez l'exemple des personnes handicapées : aujourd'hui, on va élargir l'assiette pour donner des allocations à davantage de personnes handicapées. C'est une très bonne chose, mais si on ne nous donne pas l'argent, nous ne pouvons pas le faire. C'est très facile d'être généreux avec l'argent des autres. »

Salon des maires de Vaucluse : « Après les gilets jaunes, les écharpes tricolores ? »

■ Davantage de décentralisation semble également difficile à envisager quand l'État n'a

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

aucune confiance vis-à-vis des collectivités territoriales qu'il juge dépensières ?
« Quand on parle avec la préfecture, c'est-à-dire l'État décentralisé, nous sommes entendus et compris. C'est quand cela monte plus haut que ça devient plus compliqué. C'est ce qui, je pense, provoque le ras-le-bol des élus et des collectivités locales. On nous transfère des tas de choses et le discours est de nous dire 'on n'a pas confiance, vous êtes trop dépensiers, vous devez le faire, mais sans argent'. Cela fait beaucoup. »

■ C'est pour cette raison que vous avez annulez les voeux cette année ?
« Ce n'est pas les quelques milliers d'euros que nous avons économisés qui changeront grand chose mais il est important de commencer à faire nos propres économies avant d'en demander aux autres. Surtout au moment où, dans le premier budget, le Sénat et l'Assemblée nationale proposaient des augmentations. C'est indécent. Dans cette logique, nous passons également de trois magazines du département à 2 cette année. Cela permettra d'économiser près de 100 000€. »

■ Après avoir rationalisé le foncier du Département vous avez aussi la volonté de réaliser des économies en matière d'énergie ?
« Il y a eu un gros travail qui a été fait sur notre patrimoine. Nous avons ainsi vendu des terrains et des locaux dont nous n'avions pas besoin. Il reste encore quelques 'gisements' de foncier car nous n'avons pas vocation à avoir autant d'immobilier. Pour l'énergie, 30% de notre électricité va être produite en autoconsommation. Pour cela nous allons notamment investir dans du photovoltaïque en toiture ainsi que les parkings, tout particulièrement dans les collèges. »

« Grand Delta Habitat a tenu ses engagements. »

Dominique Santoni

■ Côté logement social, plus personne ne semble aujourd'hui vous reprocher d'avoir cédé Vallis habitat au bailleur social Grand Delta Habitat ?
« Je crois qu'aujourd'hui si on avait gardé Vallis Habitat, nous serions dans une situation très délicate. D'abord financièrement, car c'est très compliqué quand on voit l'état des bailleurs sociaux. Puis, en termes de construction, car il y a une explosion des coûts du foncier ainsi que des taux d'intérêt. Grand Delta Habitat a tenu ses engagements puisqu'ils ont déjà rénové 800 logements là où Vallis Habitat en avait prévu 130. D'ailleurs, depuis la fusion, nous n'avons plus de remontées de terrain de maires ou d'élus mécontents. »

■ Justement, en matière de satisfaction, Vaucluse ingénierie, un outil d'assistance à la maîtrise d'ouvrage du Département, semble rencontrer un certain succès auprès des élus du territoire ?
« Vaucluse ingénierie, c'est une 'petite' idée que nous avons eue : proposer un outil d'assistance à la maîtrise d'ouvrage qui apporte à la fois une aide technique et une autre juridique aux communes vauclusiennes. Aujourd'hui, le Département est sûrement le premier partenaire des petites communes

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

puisqu'une centaine d'entre elles, près des deux tiers du Vaucluse, travaille avec les équipes de Vaucluse d'Ingénierie. Ces dernières font même les recherches de subventions en étant en lien avec la Région. Pour les petites communes mais aussi certains EPCI désormais, ce soutien est très important sinon les projets ne sortent pas. »

101 collectivités adhérentes à l'Agence départementale Vaucluse Ingénierie

■ **Aujourd'hui, vous estimez enfin que le Vaucluse joue davantage collectif qu'auparavant ?**
« Je crois que nous sommes dans un département où il y a un certain sens de l'intérêt général. Où nous arrivons à trouver des terrains d'entente. Où il y a des bonnes idées partout. Cela ne me gêne pas du tout qu'une bonne idée vienne de quelqu'un d'autre. Et au plus on descend dans les territoires, plus cela fonctionne. Ce qui compte avant tout, c'est d'avoir des convictions et le courage qui va avec afin de les mettre en application. Moi, je n'insuffle pas de la haine, je n'insuffle pas de la polémique. Je ne fais pas de la politique nationale. Je suis simplement une élue locale qui a pour obligation de réussir pour son département et ses habitants. Si on ne fait plus, nous allons reculer. C'est pour cela qu'il ne faut jamais lâcher, qu'il ne faut jamais arrêter. »

Interview réalisée par Laurent Garcia,
pour "Le Vaucluse en chiffres – Edition 2025 "

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026



Vaucluse, près de 30 000 emplois à pourvoir

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026



Près de 30 000 emplois seraient proposés par les entreprises de Vaucluse à ses habitants actifs selon l'enquête en besoin de main d'œuvre -BMO- menée par France Travail au 31 décembre 2024. Plus précisément 29 350 emplois à venir dans le secteur des services –à hauteur de 54%-, l'agriculture et les industries alimentaires à 27% et le commerce à hauteur de 11%. Egalement, un projet d'embauche sur deux est lié à une activité saisonnière, soit 14 780 propositions.

«Pour la 2e année consécutive, France Travail Vaucluse constate une diminution des intentions d'embauche des employeurs, relève Aude Fredenucci, directrice de France Travail Vaucluse. Les projets de recrutement reculent de 14% sur un an. Au total, 29 350 emplois potentiels ont été recensés, ce qui représente une baisse de 4 700 projets de recrutement par rapport à l'année précédente. Cette tendance départementale reflète celle observée à l'échelle régionale. Enfin, près de 2 intentions de recrutement sur 3 -64%- émanent d'entreprises accueillant moins de 20 salariés et près de 12 450 propositions d'emplois –sur les presque 30 000- sont jugées difficiles.»

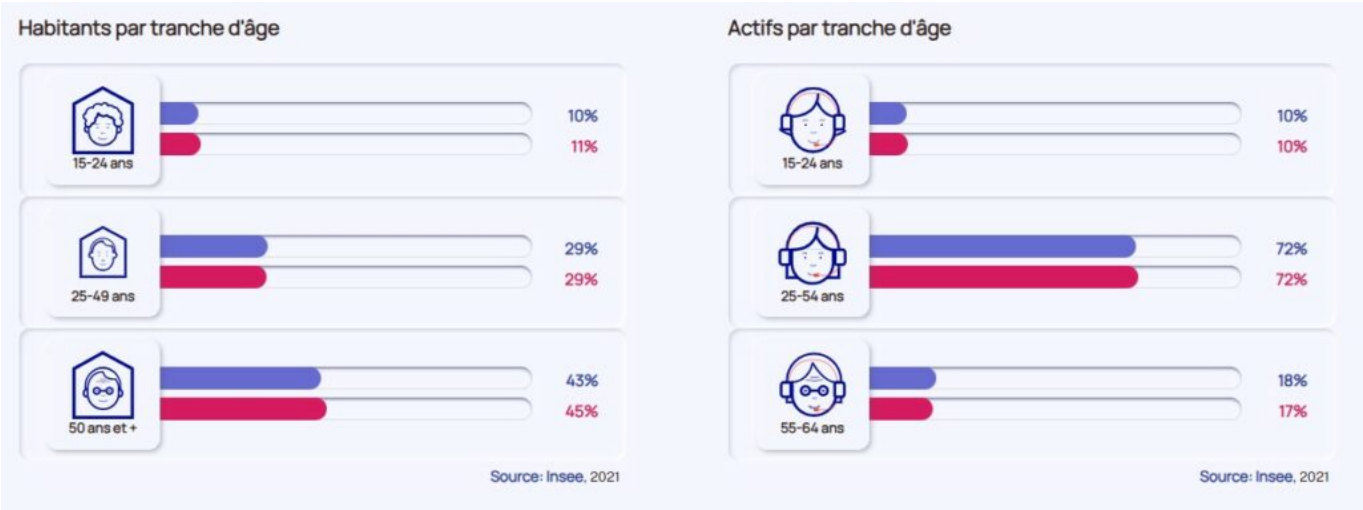
Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026



Les métiers les plus recherchés
Les métiers les plus recherchés, en emplois saisonniers, sont serveurs de cafés, restaurants, aides de cuisine, employés polyvalents de la restauration, agents d'entretiens de locaux, employés de l'hôtellerie et cuisiniers.

L'agriculture et l'industrie alimentaire
L'agriculture et l'industrie alimentaire se placent en 2e recruteur avec 27% des intentions d'embauche, soit 7 870 projets de recrutement. Les profils les plus recherchés sont viticulteurs, arboriculteurs, agriculteurs, maraîchers, horticulteurs et ouvriers peu qualifiés des industries agro-alimentaires.



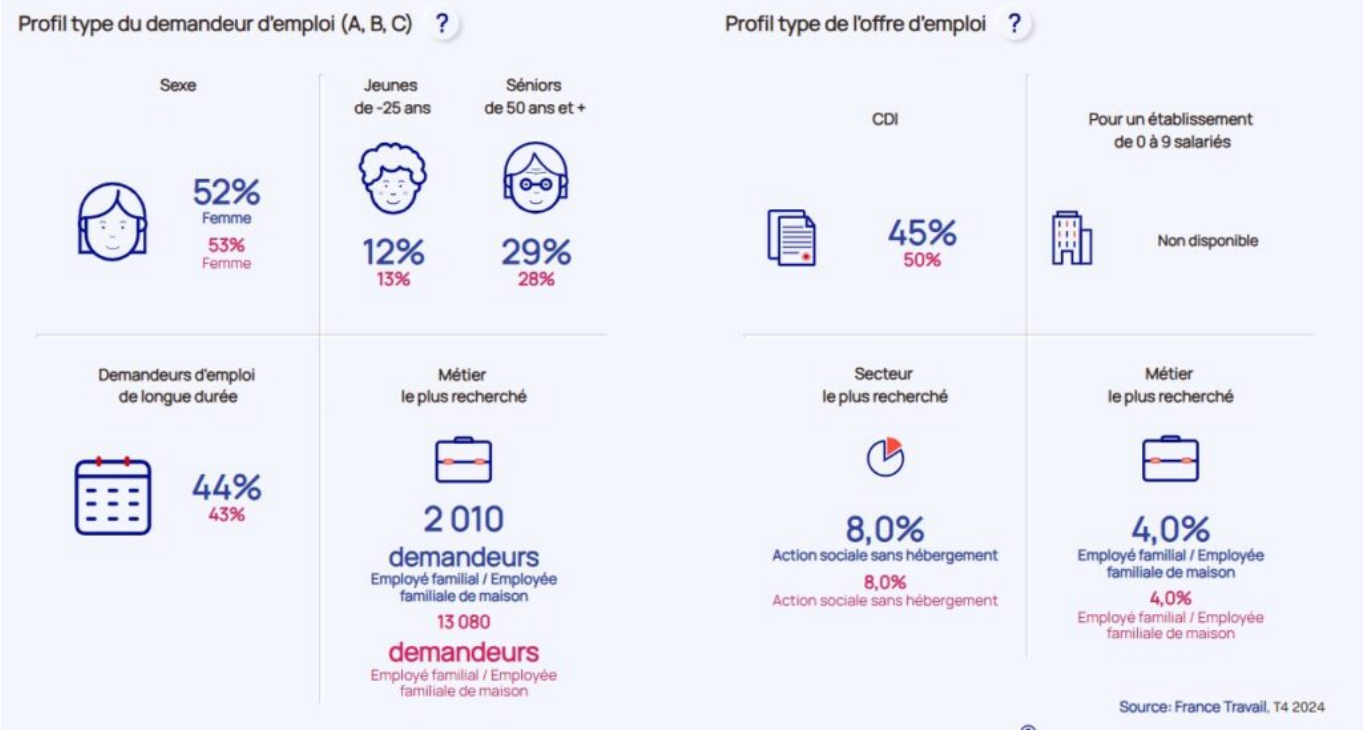
Le commerce
Le commerce est le 3e recruteur potentiel avec 3 210 projets de recrutement. Les profils les plus recherchés sont ceux des employés de libre-service, des manutentionnaires, déménageurs peu qualifiés, des caissiers, des magasiniers, préparateurs de commandes peu qualifiés et des ouvriers mécaniciens de véhicules.

La construction
La construction appellerait 1 400 projets de recrutement dont 65% sont jugés difficiles à trouver comme

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

les maçons qualifiés, les ouvriers (qualifiés ou non) de l'extraction, des travaux publics, les ouvriers en électricité du bâtiment et les conducteurs de travaux, ainsi que des chefs de chantier non-cadres.



Les métiers en tension et les plus difficiles à recruter

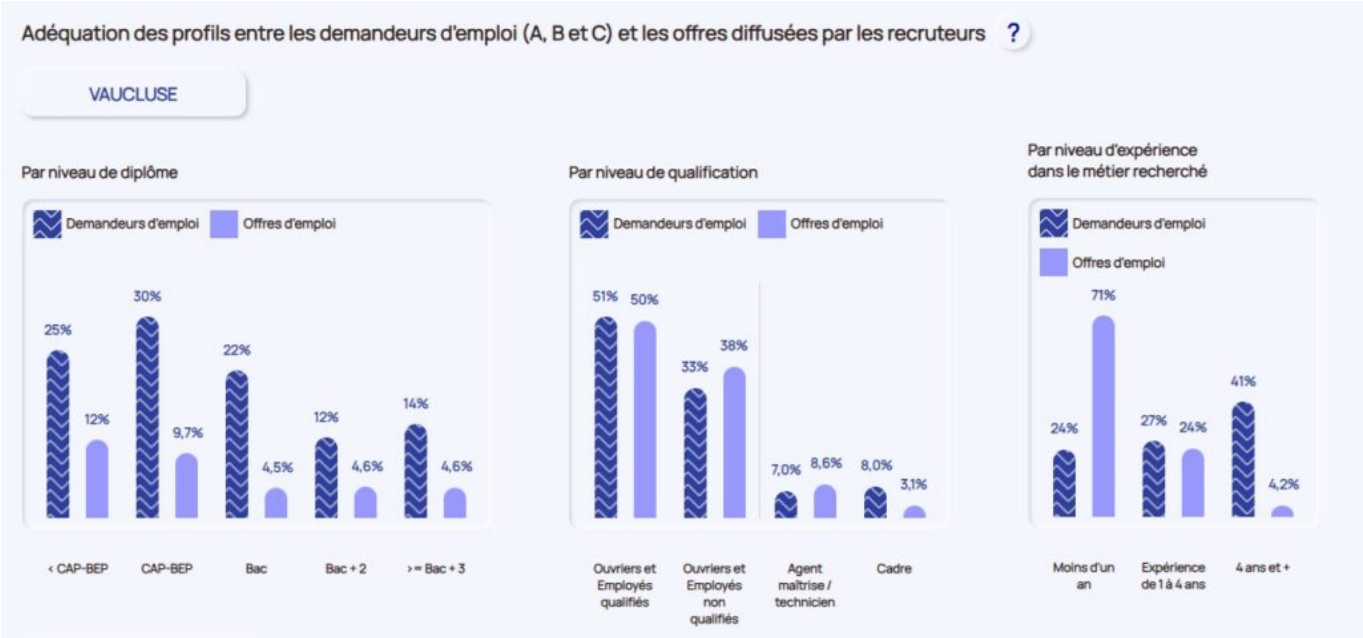
Les 10 métiers les plus recherchés sont aussi les plus difficiles à recruter comme les viticulteurs et arboriculteurs, les agriculteurs, les maraîchers et horticulteurs, les serveurs de cafés restaurants, les aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration et de l'hôtellerie, les agents d'entretien de locaux, les employés de l'hôtellerie, les cuisiniers, les employés de libre-service, les aides-soignants, les aides et auxiliaires de vie, et les artistes de musique, danse et spectacles.

Les freins

Les employeurs évoquent la pénurie de candidats, le manque d'expérience, de diplôme ou de motivation, des problèmes de mobilité dans un département très rural, ainsi que des problèmes pour se loger. Les candidats répliquent par de faibles rémunérations, des conditions de travail difficiles, des avantages sociaux réduits au minimum, le manque de sens du travail.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026



En savoir plus

France travail Vaucluse gère environ 100 000 offres d'emplois par an dont 44 000 en contrat à durée indéterminée et 2 000 personnes formées. Près de 500 personnels constituent sa force de travail. L'agence la plus importante est celle de Joly-Jean avec 110 salariés. Au 31 décembre 2024 le Vaucluse accueillait 60 500 demandeurs d'emplois toutes catégories confondues pour un taux de chômage de 9,7%, le plus élevé de la région Sud Paca qui est de 7,9%. En ajoutant les allocataires du RSA (Revenu de solidarité active), le plus souvent déjà inscrits avant le 1er janvier 2025 –Depuis cette date les allocataires doivent effectuer 15h d'activités hebdomadaires visant à la reprise d'emploi-le nombre de personnes en recherche d'emploi serait de 65 000. Aude Fredenucci, la directrice de France Travail Vaucluse prévoit «une petite remontée du chômage en 2025 et une baisse en 2026 due aux départs à la retraite.»

Comprendre les catégories de personnes en recherche d'emploi

Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ; Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins sur un mois) ; Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures sur un mois) ; Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie…) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ; Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Les chiffres

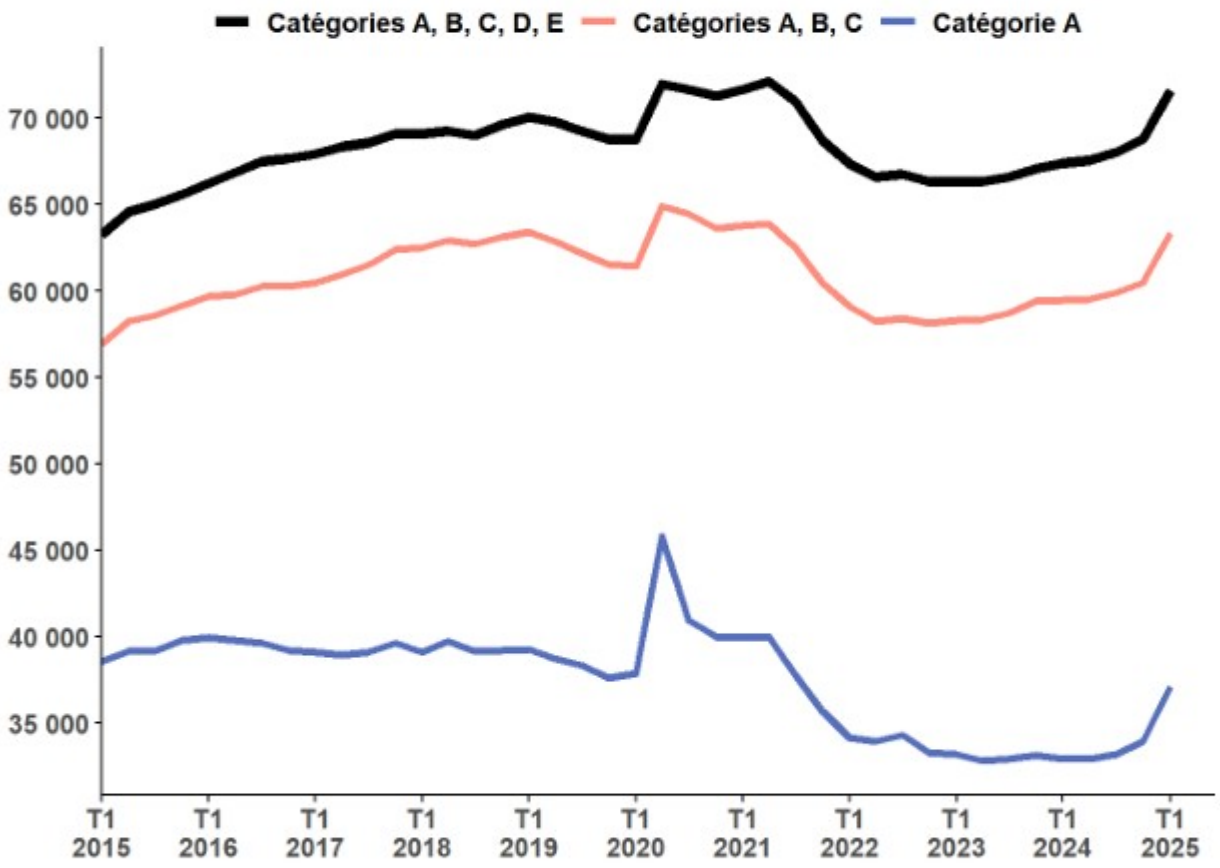
En moyenne au 1er trimestre 2025, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail et tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C) s'établit à 63 350. Parmi eux, 37 130sont sans emploi (catégorie A) et 26 220 exercent une activité réduite (catégories B, C).

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

GRAPHIQUE 1 | Inscrits à France Travail en catégories ABCDE, ABC et A

Vaucluse
Données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO)



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Copyright France Travail

Une enquête menée depuis 23 ans

L'enquête Besoins en Main-d'Œuvre (BMO) mesure les intentions de recrutement pour l'année à venir, qu'il s'agisse de créations de poste ou de remplacements. Elle est réalisée avec le concours du Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie (Crédoc, Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) depuis 2002. L'enquête BMO 2025 a été réalisée via 4 420 questionnaires exploitables pour le département de Vaucluse soit un taux de retour global de près de 24,4%.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

Méthodologie
L'édition 2025 a été réalisée entre octobre et décembre 2024. 18 140 établissements ont été contactés pour le département de Vaucluse. Le champ de l'enquête comprend les établissements : relevant de l'Assurance chômage, de 0 salarié ayant émis au moins une déclaration d'embauche au cours de la période récente, du secteur agricole, du secteur public relevant des collectivités territoriales (communes, régions…), les établissements publics administratifs (syndicats intercommunaux, hôpitaux, écoles…) et pour finir les officiers publics ou ministériels (notaires…). L'enquête ne comprend donc ni les administrations de l'État (ministères…) ni certains établissements publics (Banque de France…). L'enquête BMO 2025 est réalisée via 4 420 questionnaires exploitables pour le département de Vaucluse soit un taux de retour global de près de 24,4%.



Le Vaucluse va tester le RSA sous conditions sur le bassin d'Avignon

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026



Le Vaucluse fait partie des 29 nouveaux départements qui testeront la nouvelle formule des modalités d'accompagnement des allocataires du RSA (Revenu de solidarité active) dont le versement dépend des compétences du Conseil départemental de Vaucluse. Cette décision prise par le ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités a pour conséquence de conditionner RSA à la réalisation d'au moins 15 heures d'activité hebdomadaires. Un dispositif déjà expérimenté depuis décembre 2022 par 18 territoires pilotes dont les Bouches-du-Rhône dans les 5e et 7e arrondissements de Marseille.
Désormais, dans ces 47 départements, les allocataires devront donc justifier d'un minimum de 15h de formation, de stage, d'insertion… La généralisation de cette mesure devrait être étendue à tous les départements de France en 2025.

consultez ici la liste des départements et bassins de vie en détails

Avignon dans un premier temps ainsi que Arles aussi
Dans un premier temps pour le Vaucluse, ce sont les allocataires du bassin d'Avignon qui sont concernés (tout comme ceux d'Arles d'ailleurs, puisque le périmètre d'accompagnement renforcé pour les

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

bénéficiaires du RSA a été étendu dans les Bouches-du-Rhône).
En 2020, le Vaucluse était le dernier département de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en matière de retour à l'emploi pour les bénéficiaires du RSA.
Aujourd'hui, avec un taux de 35% il est le deuxième, juste derrière les Alpes-Maritimes. L'objectif est d'atteindre 50%. En attendant les effets de cette nouvelle mesure, entre les contrôles et l'accompagnement des allocataires, le nombre de bénéficiaires du RSA en Vaucluse est passé de 17 000 allocataires en 2020 à 15 700 en 2023. De quoi permettre au Département d'économiser 10M€ sur son budget annuel.

40% de retour à l'emploi dans les 5 mois
« Dans les départements engagés, de premiers résultats peuvent être observés, près de 12 mois après la mise en œuvre de ces nouvelles modalités, pour les 21 300 allocataires du RSA concernés au sein des 18 bassins d'expérimentation, explique le Gouvernement. En matière de retour à l'emploi : 40% des personnes accompagnées ont accédé à un emploi dans les 5 mois suivant leur entrée en parcours (49% pour les personnes orientées dans des parcours professionnels), dont 14% à un emploi durable (18% pour les parcours professionnels). »

Multiplication des contrôles
« L'entrée en parcours pour les personnes est par ailleurs accélérée pour l'ensemble des allocataires du RSA (nouveaux entrants, allocataires du RSA de longue durée), poursuivent les services de l'Hôtel de Matignon. Le délai entre la notification du droit RSA et le 1er rendez-vous d'accompagnement s'est considérablement réduit : 16 des 18 territoires pilotes proposent aux allocataires du RSA un premier rendez-vous réalisé sous 15 jours, en présence d'un conseiller France Travail et d'un travailleur social (contre 76 jours en moyenne en 2022). Cela permet d'identifier avec la personne les freins pouvant ralentir ou empêcher son retour à l'emploi, de lui proposer de façon immédiate des solutions concrètes (aide à la mobilité, bilan de santé, mode de garde…) et un accompagnement adéquat (formation, immersion professionnelle, candidature directe…). »
Outre ce renforcement des conditions d'attribution du RSA, Gabriel Attal, le 1er ministre a annoncé aussi l'accélération des contrôles auprès des bénéficiaires de l'assurance-chômage. « France Travail en mène aujourd'hui 500 000 par an. Nous les multiplierons par trois d'ici la fin du quinquennat. En 2027, France Travail réalisera 1,5 million de contrôles par an. »

L.G.

Malgré la crise, le Département n'arrête pas

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

ses investissements



C’est une tradition initiée par ses prédécesseurs, qu’ils soient de droites comme de gauches, chaque rentrée, la présidente du Conseil départemental de Vaucluse convie la presse pour une présentation afin d’évoquer les grands dossiers du Département. Mais cette fois-ci, exit les pierres historiques et l’atmosphère feutrées de l’hôtel de Sade puisque Dominique Santoni avait choisi le restaurant d’entreprise du nouveau siège de l’avignonnais GSE pour détailler son action, et celle de sa majorité, placée notamment sous le signe de l’attractivité du territoire et de la poursuite des investissements.

« Nous faisons face à une rentrée difficile », reconnaît sans ambages Dominique Santoni, la présidente du Conseil départemental de Vaucluse.
Inflation, fiscalité, baisse des dotations, crise de l’immobilier, hausse des taux d’intérêts, le Département n’échappe pas à la morosité ambiante liée au contexte national et international. C’est d’ailleurs le

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

ralentissement du marché immobilier qui impacte le plus directement les finances départementales avec la baisse de la DMTO (Droits de mutation à titre onéreux). Cette taxe à l'achat au profit des collectivités lors des transactions immobilières constitue en effet l'une des ressources majeures du Conseil départemental. Sa diminution entraîne forcément des conséquences sur les recettes de l'institution vauclusienne puisque cette DMTO était montée exceptionnellement au-delà des 160M€ ces deux dernières années avant de revenir aux alentours des 140M€ en 2023. Une diminution de l'ordre d'une vingtaine de millions d'euros que le Département a su toutefois anticiper.

> « Nous sommes dans une bonne santé financière. »

« Par chance, nous sommes dans une bonne santé financière », se félicite la présidente du Conseil départemental qui affiche également un endettement équivalent à moins de 2 ans de son budget d'investissement.
« Cela nous permet de pouvoir continuer à investir, poursuit Dominique Santoni. Nous allons donc garder le cap de tout ce que nous avions décidé de faire en début de mandat. » Une volonté qui se traduit par un soutien à la commande publique de l'ordre de 120M€ d'investissements par an. Autant de chantiers du Département que la Fédération du BTP 84 considère comme une bouffée d'oxygène pour l'ensemble des professionnels du secteur en ce moment.

Le point sur les différents chantiers
Pour les grands chantiers du département en cours ou à venir, la présidente a rappelé que la suppression du passage à niveau N°15 de Petit Palais sera bientôt achevée. Outre la sécurisation de cette zone, cet aménagement va aussi permettre d'uniformiser la vitesse à 80km entre Bonpas et Coustellet. Autre travaux : la passerelle rejoignant l'île de le l'Oiselay à l'île de la Barthelasse (et donc Avignon) sur le tracé de la ViaRhôna qui doit être officiellement inaugurée le mercredi 4 octobre prochain.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026



La suppression du PN15 va permettre de sécuriser les routes de Vaucluse.

Les chantiers engagés sur Avignon : Memento, les futures archives départementales, dans la zone d'Agroparc, ainsi que de la nouvelle MDPH (Maison départementale des personnes handicapées) dont la livraison est prévue route de Montfavet début 2025.
« Pour la déviation d'Orange, nous serons dans les temps c'est-à-dire avant la fin de la mandature en 2028, complète la présidente. Par ailleurs, concernant le réaménagement de Bonpas les premiers coups de pioche devraient débuter en 2025 pour une livraison fin 2027. » Le coût du chantier a été cependant revu à la hausse (35M€) en raison des conséquences de la conjoncture actuelle.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026



Memento à Agroparc.

Le pari de l’attractivité par le cinéma

Outre les aménagements structurants, Dominique Santoni rappelle qu’elle a aussi placé son mandat sous le signe de l’attractivité économique. Ce n’est donc pas un hasard si elle a choisi le self de l’entreprise avignonnaise GSE comme cadre de sa présentation à la presse.

« C’est un champion de l’économie vauclusienne qui vient de franchir le milliard d’euros de chiffre d’affaires. C’est aussi une entreprise née à l’Isle-sur-la-Sorgue, membre de notre Team Vaucluse, qui reste attachée à son enracinement local dans notre département. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

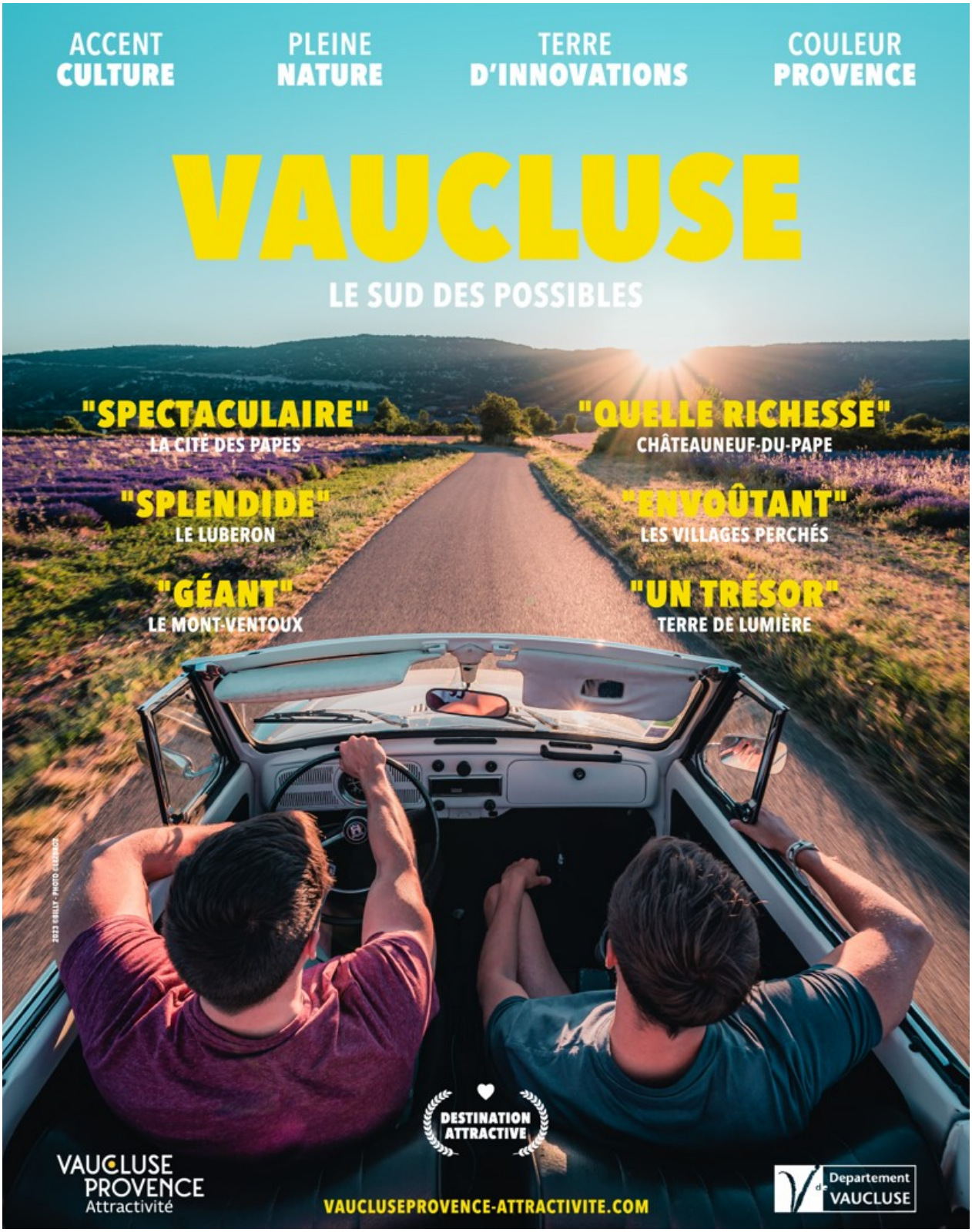
Ecrit par le 16 novembre 2026

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

- 

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

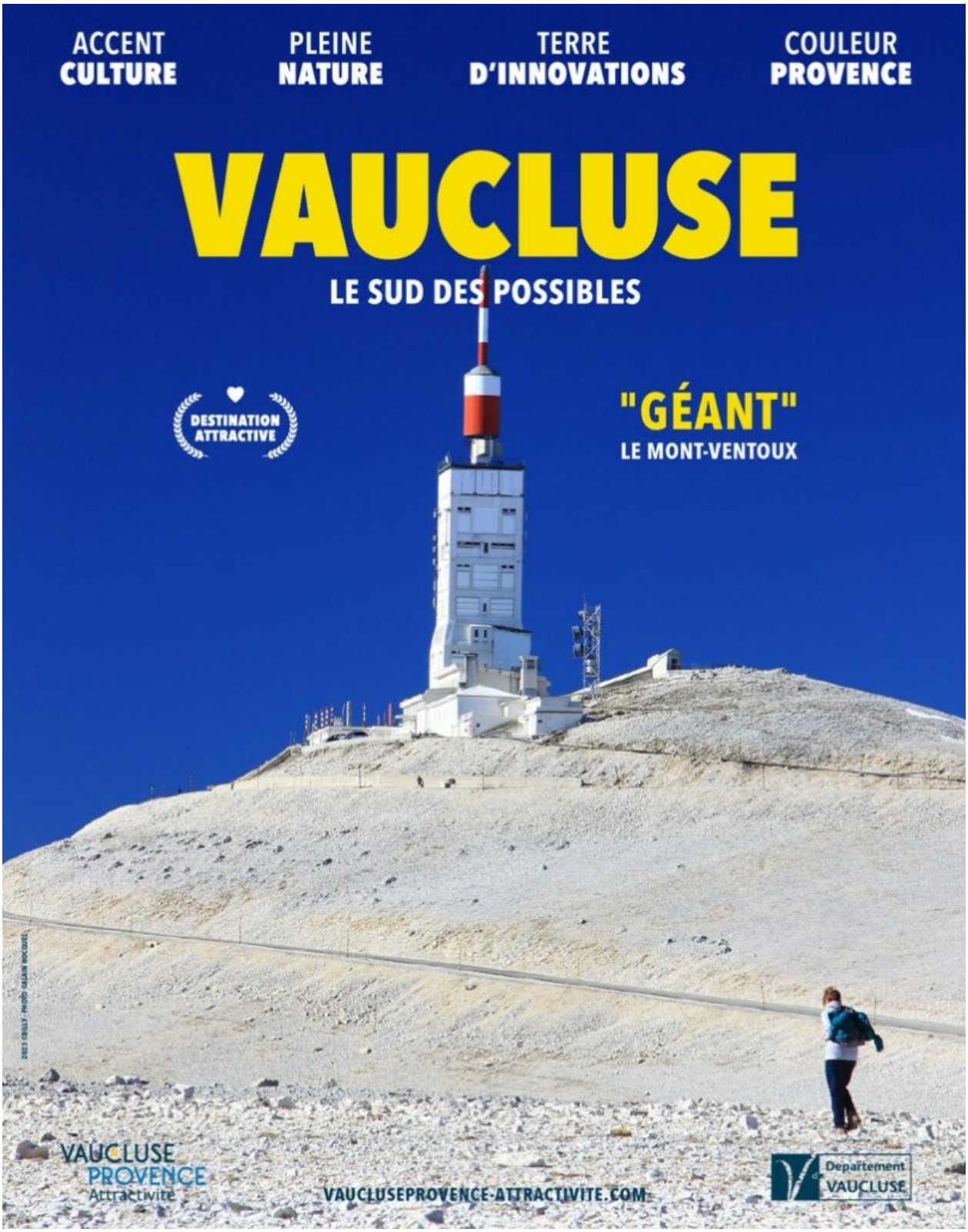
Ecrit par le 16 novembre 2026

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026



Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

Le Vaucluse veut allier cinéma et attractivité.

« Nous avons VPA (Vaucluse Provence attractivité) qui fait déjà un formidable travail », souligne la présidente qui souhaite poursuivre l'accueil d'entreprises, d'écoles ou bien d'organismes de formation dans le secteur de l'audiovisuel comme les studios d'animation Circus à Avignon ou bien encore ceux de Duetto à Carpentras.
L'objectif étant notamment de développer toute une filière cinéma et audiovisuelle sur le territoire.
« Nous participons à hauteur de 200 000€ au fond Cinéma de la Région Sud. L'idée est d'attirer des tournages de longs métrages, de séries ou de streaming dans le cadre de notre plan cinéma. » Ce plan prévoit l'implantation de studios de cinéma et d'espaces de formations sur Courtine (cette zone ayant la préférence du Département) ou sur Agroparc, vers le parc des expositions (plutôt le choix de la municipalité).

Santé et solidarité
Dominique Santoni est aussi revenue sur le succès du recrutement de médecins, directement par le Département afin de permettre de lutter contre la désertification médicale.
« Après les ouvertures d'Avignon et Cadenet, ce sera bientôt Valréas et Apt qui accueilleront ces médecins. En tout, nous en avons embauché une dizaine et nous sommes en phase de recrutement d'un médecin ayant le permis pour conduire le bus itinérant que nous voulons déployer sur le plateau de Sault. Nous avons déjà permis à 5 000 Vauclusiens de retrouver un médecin traitant alors que cela n'est pas une de nos compétences. Pourtant, il y a une vraie demande. »
Par ailleurs, le département poursuit son soutien financier à la création de MPS (Maison pluridisciplinaire de santé). Comme à Mornas, où le département contribue à hauteur de 300 000€ à la construction de la 25e MPS en Vaucluse.

> « Nous avons déjà permis à 5 000 Vauclusiens de retrouver un médecin traitant. »

Concernant le grand âge, la présidente estime aujourd'hui que « les Vauclusiens ont envie de vieillir chez eux. C'est pour cela que le Département sera toujours dans les Ephad (Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) mais que nous travaillons pour un habitat inclusif afin de permettre de rester le plus longtemps à son domicile. »
Côté Social, la mise en place de contrôle plus réguliers ainsi qu'un suivi plus actif des bénéficiaires a permis de réduire leur nombre de 17 000 en 2020 à 15 700 aujourd'hui. De quoi réaliser une économie de 10M€ pour le conseil départemental.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026



Inauguration de la maison de santé à Avignon en février dernier.

« Les Vauclusiens ont envie de vieillir chez eux. »

« Il est important d'accompagner et de suivre les bénéficiaires du RSA, insiste Dominique Santoni, car il est vital de redonner du travail à ces Vauclusiens. Et ces efforts semblent payer puisqu'avec 35% nous affichons désormais un des meilleurs taux de retour à l'emploi de la région. Avant, le Vaucluse était le dernier département de Provence-Alpes-Côte d'Azur dans ce domaine. Aujourd'hui, il est le deuxième, juste derrière les Alpes-Maritimes. Notre objectif est d'atteindre 50% ».
Le Département, qui vient de lancer le recrutement de 100 assistants familiaux, regrette cependant que l'Etat lui demande de prendre en charge des dépenses sans lui donner les moyens équivalents : « nous aurons 218M€ de dépenses sociales cette année alors que nous n'avons jamais dépassé les 200M€ auparavant. »

Fusion Grand delta habitat-Vallis habitat : « Le présent nous donne raison. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

Par ailleurs, la présidente du Conseil départemental s'est félicitée d'avoir pu mener à bien la fusion des bailleurs sociaux Grand delta habitat-Vallis habitat. « Loin des positions dogmatiques, nous avons cherché la meilleure solution. Au vu de la situation actuelle, je ne sais pas GDH (Grand delta habitat) l'aurais repris, s'interroge en toute franchise Dominique Santoni. Aujourd'hui, le présent nous donne raison car GDH tient ses engagements et cela fonctionne pour des locataires qui attendaient des travaux depuis longtemps et qui vont être les premiers à bénéficier de la baisse des charges. »

Vaucluse ingénierie : la boîte à outils des petites communes vauclusiennes

Autre priorité de la présidente : le soutien aux communes de Vaucluse.

« Nous constatons également que les communes, notamment les plus petites, ont du mal à porter leur projet car elles ne disposent pas toujours des ressources internes pour mener à bien ces dossiers qui sont bien souvent assez complexe, poursuit la présidence. C'est pour cela que nous avons créé Vaucluse ingénierie afin de leur apporter une aide technique. »

> « Si les communes de Vaucluse se portent bien, c'est tout Vaucluse qui se porte bien. »

Suite à son lancement officiel en mars dernier, la structure regroupant une vingtaine de partenaires, accompagne maintenant 66 projets, dont 73% proviennent de communes vauclusiennes de moins de 2 000 habitants. Sorte de guichet unique, Vaucluse ingénierie constitue aussi une porte d'entrée pour la recherche de solutions de financement que ce soit dans le cadre des dispositifs d'aide de l'Etat, de la Région Sud ou bien encore de l'Europe.

« Pour nous, cet accompagnement des maires est un vrai enjeu. Il faut que les communes soient soutenus par le Département, car si en les aidant les communes de Vaucluse se portent bien, au final c'est aussi le département de Vaucluse qui se porte bien »

Pas de mise en concurrence grâce à la SPL Territoire 84

Et pour mieux accompagner les communes, le Département dispose d'autres outils comme la SPL Territoire 84 créé en 2014. Là aussi, il s'agit d'aider les municipalités à réaliser leurs projets d'urbanisme, d'aménagement ou de construction. Mais pour cela, et contrairement à Vaucluse ingénierie, les communes doivent rentrer dans le capital de la SPL (Société publique locale) pour bénéficier de ses conseils. Depuis le début de l'année, une trentaine de communes ont rejoint les 40 villes vauclusiennes qui font déjà appel à SPL Territoire 84. L'avantage pour ces dernières est que ce statut juridique permet d'utiliser un outil d'aménagement et de gestion sans mise en concurrence.

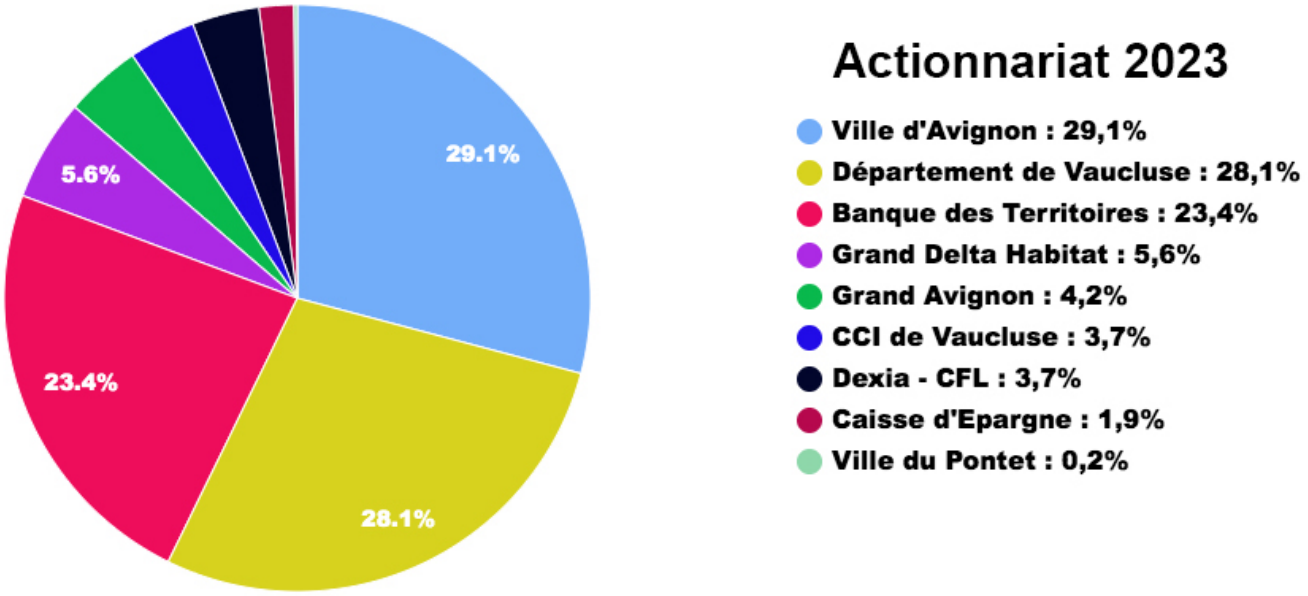
Ça bouge chez Citadis

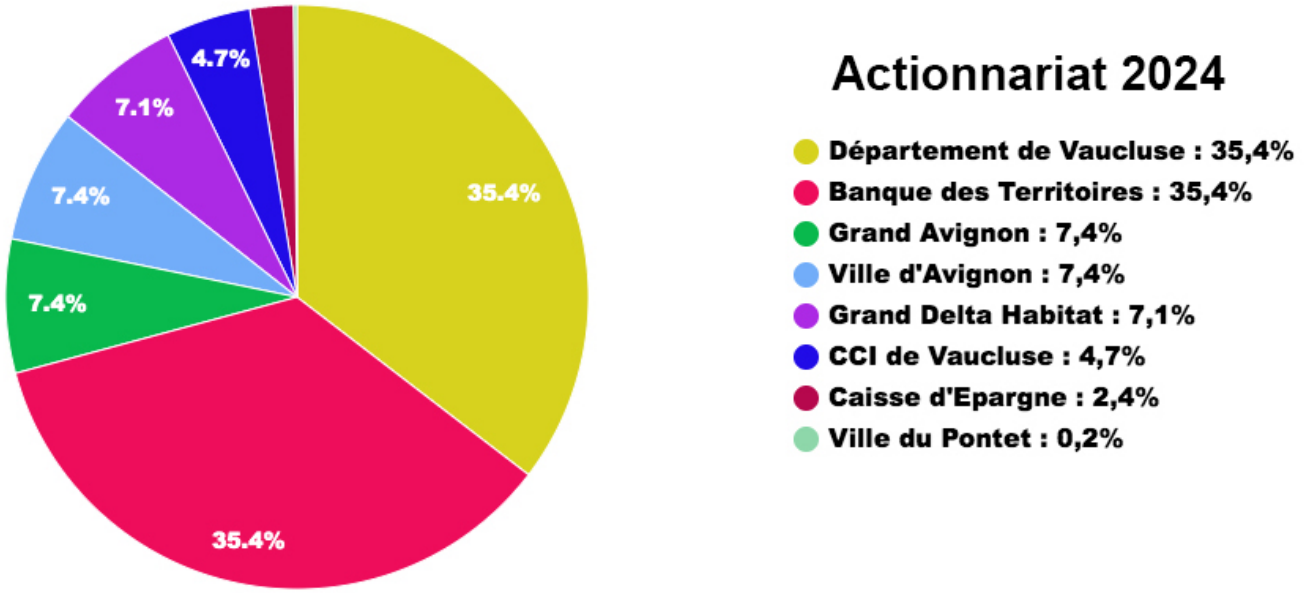
Enfin, dernier outil d'aménagement du Département : la SEM Citadis. Figurant parmi les plus anciennes SEM (Société d'économie mixte), Citadis a vu le jour en 1960 à l'initiative du Département de Vaucluse et de la Ville d'Avignon. Au fil du temps, la structure qui assure principalement l'étude et la réalisation d'opérations d'aménagement a vu son actionnariat s'étoffer avec le temps. Cependant, avec le désengagement de la Ville d'Avignon, le Département va voir son poids augmenter dans le capital de

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

Citadis à partir du 1er janvier 2024.
Un rééquilibrage qui va aussi profiter à la Banques des territoires ainsi que, dans une moindre mesure, au Grand Avignon, à Grand delta habitat ou bien encore la CCI de Vaucluse (voir détail de la répartition du capital ci-dessous).
« Nous avons entamé une réflexion afin d'orienter davantage Citadis vers la réalisation de projet culturel, et notamment audiovisuel, ainsi que de santé », précise Dominique Santoni.





La répartition du capital de Citadis devrait être modifiée à partir du 1er janvier prochain.

Uniforme à l'école et limitation à 80km/h

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

Enfin, en marge de cette rencontre, Dominique Santoni est revenue sur deux dossiers avec la même logique.
Le premier : l'uniforme à l'école : « A titre personnel je suis pour. Mais il faut savoir ce que veut l'Etat concrètement, notamment en termes de prise en charge financière. Une fois précisé on peut envisager une expérimentation ».
Même cas de figure pour la limitation de vitesse sur les routes : 'L'Etat nous a imposé le passage à 80km/h. S'il veut revenir en arrière, à lui d'être clair sur le sujet et à financer les panneaux que nous avons déjà dû payer. »

Recentralisation du RSA : un décret fixe les critères d'éligibilité à satisfaire



Le décret du 26 octobre 2022 définit les critères à remplir pour bénéficier de la recentralisation du revenu de solidarité active. Une expérimentation qui doit démarrer dans de nouveaux départements à partir du 1er janvier 2023.

Adopté dans la loi de finances initiale pour 2022, le principe de l'expérimentation de la recentralisation

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

du revenu de solidarité active (RSA) fait l'objet d'un nouveau décret. Paru au Journal officiel ce 27 octobre 2022, il vient appliquer l'article 132 de la loi « 3DS » qui a ouvert une nouvelle phase de candidatures en vue d'un démarrage du dispositif à partir du 1er janvier 2023.

Alors que la Seine-Saint-Denis et les Pyrénées-Orientales ont étrenné cette renationalisation dès cette année en métropole (s'ajoutant à la Réunion, Mayotte et la Guyane), le décret précise les critères cumulatifs nécessaires auxquels doivent répondre les nouveaux départements volontaires. Les Bouches-du-Rhône, la Meurthe-et-Moselle, l'Ariège, l'Essonne, ou encore les Landes se sont portés candidats. Un décret viendra préciser les territoires retenus.

Trois conditions

Les départements admis à l'expérimentation, qui durera jusqu'en 2026, doivent cumuler trois conditions. La première concerne l'effort de dépenses constaté en 2020 au titre du revenu de solidarité active une fois déduits les montants de compensation relatifs au RSA. Ainsi, le « reste à charge par habitant du département doit être supérieur à 1,2 fois le reste à charge national moyen par habitant ».

Deuxième condition, la proportion de bénéficiaires du RSA, et, le cas échéant, du revenu de solidarité, dans la population du département, doit être 1,2 fois supérieure à cette même proportion dans l'ensemble des départements. Les bénéficiaires pris en compte sont ceux constatés au 31 décembre 2020.

Enfin, le revenu moyen par habitant en 2020 du département doit être inférieur à 0,9 fois le revenu moyen par habitant de l'ensemble des départements.

Tous ces indicateurs sont calculés sur une base excluant les départements « dont la compétence d'attribution et de financement du revenu de solidarité active et, le cas échéant, du revenu de solidarité a été transférée à l'État ».
MH

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026



DR

La Caf verse 8,7 M€ d'aide d'exceptionnelle à 40 931 familles vauclusiennes

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026



La Caf (Caisse d'allocations familiales) de Vaucluse vient de verser 8,76M€ à près de 41 000 familles vauclusiennes. Cette somme a été distribuée dans le cadre de l'aide exceptionnelle de solidarité mise en place à la fin du mois de novembre par le Gouvernement.

Ce versement a ainsi concerné tous les allocataires du Revenu de solidarité active (RSA), de l'Allocation de soutien familial (ASF). Il a également été attribué aux familles bénéficiant des aides au logement (APL) mais ne touchant ni le RSA, ni l'ASF.

Pour obtenir cette aide, les 40 931 familles vauclusiennes n'ont eu aucune démarche à accomplir puisque la Caf 84 a versé automatiquement l'aide par virement bancaire.

Une aide exceptionnelle pour les foyers modestes versée dès le 15 mai 2020

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

Suite à l'annonce faite par le gouvernement de verser une aide exceptionnelle aux foyers les plus modestes, les caisses de la Mutuelle Sociale Agricole Alpes-Vaucluse verseront cette aide de solidarité aux adhérents concernés, et ce automatiquement et en une fois, le 15 mai 2020. Les foyers allocataires du revenu de solidarité active (RSA) ou de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) percevront une aide de 150 € à laquelle s'ajouteront 100 € supplémentaires par enfant à charge. Quant aux familles bénéficiaires des aides personnalisées au logement (APL) qui ne touchent pas le RSA ou l'ASS, elles bénéficieront d'une aide de 100 € par enfant à charge. À noter que ces aides s'ajouteront aux aides sociales versées mensuellement tout au long de l'année.

Un service dédié aux urgences

Pour ceux qui connaissent une situation économique ou sociale particulièrement critique nécessitant une intervention prioritaire, la MSA Alpes-Vaucluse vient de créer une boîte vocale sur laquelle l'usager peut laisser un message en précisant ses coordonnées. Si la situation est jugée urgente, un agent prendra alors contact afin de trouver la solution la mieux adaptée à la situation. Tél : 04 90 13 67 12.

www.alpes-vaucluse.msa.fr